

M. Sharp: Merci beaucoup, monsieur l'Orateur.

M. Stanfield: Monsieur l'Orateur, j'aimerais savoir pendant combien de temps encore le ministre désire parler. Après tout, le premier ministre (M. Trudeau) a parlé pendant trois heures hier soir. J'ai tout mon temps, mais il y en a d'autres ici qui aimeraient parler.

M. Sharp: J'étais sur le point de terminer mes remarques. J'en ai pour trente secondes.

Si nous avons des élections maintenant, ce qui semble très probable, le public aura l'occasion de juger lui-même. Le parti libéral demandera aux Canadiens de rejeter les solutions simplistes proposées par les autres partis de la Chambre et leur demandera de poursuivre les politiques grâce auxquelles ils ont pu traverser une période de difficultés sans précédent.

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, j'espère que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Sharp) ne s'offusquera si je mentionne le fait qu'il s'attendait à quelque chose de mieux de la part du député de Don Valley (M. Gillies). Comme j'ai participé à des débats à l'époque où il était ministre des Finances, j'aimerais dire que je ne m'attendais pas à quelque chose de mieux de sa part.

Des voix: Oh, oh!

M. Stanfield: Je ne veux pas parler trop longtemps du discours du secrétaire d'État aux Affaires extérieures parce que, s'il avait encore une certaine crédibilité jusqu'ici, il l'a certainement perdue en appuyant le bill ridicule sur le mercantilisme présenté l'autre jour. De toute façon, il a perdu toute crédibilité depuis qu'il a occupé le poste de ministre des Finances. Tout ce qu'il a su faire pour combattre l'inflation quand il était ministre des Finances était d'augmenter les impôts. Nous avons tenté de le persuader que cela ne faisait qu'ajouter au problème, mais il ne nous écoutait pas.

Il est vrai que j'ai proposé des lignes directrices volontaires. J'ignore si c'est une coïncidence, mais peu après que le député ait cessé d'être ministre des Finances, le premier ministre (M. Trudeau) a décidé qu'il fallait déclarer ce qui, de fait, était presque une guerre d'urgence contre l'inflation. L'une des premières choses que le gouvernement a faites après s'être débarrassé de l'ancien ministre des Finances, a été d'essayer l'application de lignes directrices—justement ce que le député avait refusé de faire.

M. Guay (Saint-Boniface): Dites-nous ce que vous allez faire.

M. Stanfield: Il est vrai que j'ai préconisé des lignes directrices volontaires. Je me suis efforcé d'étendre les horizons du ministre des Finances d'alors, bien qu'avec peu de succès. Il est vrai qu'à cette époque, comme maintenant, je m'opposais aux contrôles permanents des prix. Je n'ai pas du tout changé d'avis à ce sujet, parce que, selon moi, des contrôles permanents entraîneraient une grande centralisation de notre économie, ce qui donnerait beaucoup de pouvoirs à des incompetents comme le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, par exemple. Il est vrai également qu'au cours de la campagne de 1972, alors que l'inflation sévissait manifestement dans certains secteurs de notre économie, j'ai dit fort justement que si, premier ministre, je m'apercevais qu'une psychose inflationniste gagnait peu à peu notre économie, je n'hésiterais pas à recourir à des mesures temporaires de contrôle. Je n'ai pas changé d'attitude là-dessus. Ma position est demeurée la

Le budget—M. Stanfield

même. J'ai dit que j'aurais recours à des mesures temporaires de contrôle en situation d'urgence et, à mon avis, c'est vraiment en situation d'urgence que nous sommes lorsqu'il nous faut un nombre de deux chiffres pour exprimer le taux actuel d'inflation chez nous. Je reviendrai là-dessus dans une ou deux minutes.

La Chambre et l'ensemble du Canada assistent aujourd'hui à un événement très important. Nous sommes en présence d'un gouvernement qui se montre à la fois satisfait de lui-même et sans pitié.

Des voix: Bravo!

M. Stanfield: Le retard a coûté fort cher à un beaucoup trop grand nombre de Canadiens, mais le moment où le gouvernement doit rendre des comptes est enfin venu. Ils vont malheureusement devoir continuer d'écoper, jusqu'à ce qu'un gouvernement progressiste conservateur responsable prenne la situation en main et remette un peu d'ordre et de stabilité dans tout cela.

M. Guay (Saint-Boniface): Nous entendons la blague!

M. Stanfield: Le gouvernement n'a qu'une chose de remarquable, et c'est qu'il a le verbe haut.

M. Nowlan: Plus un vase est creux, plus il résonne.

● (1610)

M. Stanfield: Et c'est le cas du gouvernement. Il faut traiter de la psychose inflationniste dans notre pays, tout comme je l'ai déjà dit durant ma campagne électorale, en 1972. Elle aurait dû être réglée depuis. Or, la Chambre est saisie d'un budget qui reconnaît à peine l'existence du problème et qui ne présente aucune solution.

Des voix: Bravo!

M. Stanfield: J'espérais que le ministre aurait attendu ce que j'avais à dire, mais je présume qu'il a d'autres chats à fouetter.

M. Hees: Il s'enfuit.

M. Stanfield: C'est encore le même gouvernement qui prétend avoir en réserve un plan d'urgence, en cas d'urgence. Bien entendu, le gouvernement estime qu'un taux d'inflation de plus de 10 p. 100 n'a rien d'urgent. J'aimerais préciser aux membres du gouvernement que la Chambre possède également un plan d'urgence pour se débarrasser des gouvernements.

Des voix: Bravo!

M. Stanfield: Je crois qu'il se trouve suffisamment de députés pour dire qu'il est temps de mettre en branle le programme d'urgence de la Chambre. A chaque minute qui s'écoule, sans que l'on puisse contrer notre taux d'inflation de plus de 10 p. 100, le fossé qui sépare les nantis des pauvres ne fait que s'accroître, tout comme d'ailleurs le mécontentement à l'égard de notre propre institution. Le budget déposé par le ministre des Finances (M. Turner) ne fait qu'accroître les disparités. Il ne fait rien pour ramener la confiance dans la compétence du Parlement, laquelle a été ébranlée aux yeux des Canadiens durant cette session. Et le premier ministre ne fait rien pour rehausser le prestige de cette Chambre auprès du public lorsqu'il prend la parole pendant presque deux heures, pour faire entendre ses cris de désespoir. Le premier ministre aurait pu certainement faire preuve d'un peu plus de grâce en accep-